

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	i
LE FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS : UN ORGANISME TRÈS ACTIF DANS LE DOMAINE DES 3R.....	III
POURQUOI DEMANDER DES AUDIENCES PUBLIQUES SUR LA GESTION DES DÉCHETS.....	v
LISTE DES SYMBOLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	ix
1. ANALYSE CRITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS.....	1
1.1. MODES D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS ET IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ.....	1
1.1.1. Les lieux d'enfouissement.....	1
a) Les sites d'enfouissement à fond d'argile.....	2
b) Les sites d'enfouissement avec membranes.....	2
1.1.2. L'incinération des déchets : une fausse piste qui menace la santé publique.....	2
a) Plutôt que d'éliminer les déchets, l'incinération les dissimule, tout en déresponsabilisant ceux qui les ont générés.....	2
b) La partie du projet de <i>Règlement sur les déchets</i> qui touche l'incinération est totalement inadéquate.....	10
c) Le gouvernement du Québec doit mettre fin à toute forme d'incinération de déchets.....	11
1.1.3. Les dépôts de matériaux secs.....	12
a) Les matériaux secs, des ressources laissées pour compte.....	12
b) Les propositions du ministère de l'Environnement et de la Faune.....	12
c) Quelques pistes de solutions pour aller au-delà des propositions du MEF.....	13
1.1.4. Les pneus.....	13
a) Situation actuelle.....	13
b) La position du MEF.....	15
c) Recommandations relatives aux pneus.....	16
1.1.5. Les déchets domestiques dangereux.....	17
a) La situation actuelle.....	17
b) Recommandations relatives aux déchets domestiques dangereux.....	18
1.2. IMPORTATION, EXPORTATION ET CRÉATION DE MONOPOLES.....	19
a) Le cas de Lachenaie.....	19
b) Le cas de Saint-Nicéphore.....	19
c) Le cas de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.....	20
1.3. LA RÉDUCTION.....	21
1.3.1. De la simple diversion à la réduction à la source.....	21
a) Des changements profonds inhérents à la réduction à la source.....	21
b) Des efforts timides qui allaient de pair avec la rationalisation des entreprises.....	22
c) La diversion depuis 1988.....	24
d) La réduction à la source depuis 1988.....	26
1.3.2. Une définition de la réduction qui laisse beaucoup de place à la diversion.....	28
a) Le volontariat des entreprises : un gage de succès ?.....	28
b) Des audits qui doivent être publics sur toute la ligne.....	28
c) Des objectifs spécifiques et des mesures réglementaires concrètes.....	28
d) Objectifs sectoriels de réduction à la source.....	29
e) Les objectifs sectoriels de diversion.....	31
f) Mesures à prendre pour atteindre ces objectifs.....	33
g) Mesures à prendre pour encourager la réduction à l'élimination.....	33
1.4. RÉUTILISATION ET RÉEMPLOI.....	33
1.4.1. La réutilisation et le recyclage : des concepts à bien distinguer.....	33
a) Une définition à appliquer à plusieurs matières.....	35
b) Réemploi, consigne et récupération : des études à considérer.....	35
c) Des modèles étrangers à prendre en considération.....	36
1.4.2. Au MEF, on favorise le réemploi en parole...mais qu'en est-il de la pratique?.....	37
1.4.3. Des propositions pour favoriser le réemploi de toutes les matières.....	37
a) La mise sur pied d'un réseau provincial de Ressourceries communautaires.....	37
b) Plan de développement.....	39
c) La consigne différentielle et les investissements régionaux.....	41
1.5. LE RECYCLAGE.....	41
1.5.1. Pour que le recyclage s'inscrive dans le courant du développement durable.....	41
a) Le recyclage des matières pour remplacer l'utilisation de matières vierges.....	41

b) Système de récupération et recyclage : quelques enjeux importants.....	42
c) Raisonnement économique et recyclage	42
1.5.2. Un encadrement gouvernemental du recyclage en faveur de la communauté.....	43
a) La question de liberté de mettre sur pied des systèmes de récupération.....	43
1.5.3. Des actions à entreprendre sur plusieurs fronts	43
a) Le développement des filières en fonction de plafonds d'approvisionnement.....	44
b) Des efforts concertés pour stabiliser les marchés.....	44
c) Le choix du meilleur système de récupération : une responsabilité conjointe des MRC et des groupes communautaires.....	45
1.6. LE COMPOSTAGE	45
1.6.1. Les problèmes liés à l'enfouissement de la matière organique.....	45
a) Les bienfaits du compostage.....	46
1.6.2. Critique du document de consultation.....	46
1.6.3. Positions du Front commun	47
2. POSITIONS ET RECOMMANDATIONS	47
2.1. LE PROJET DE CRÉATION D'UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ.....	47
2.1.1. Des sociétés qui n'ont pas rempli leur mandat.....	47
a) Recyc-Québec : des priorités mal placées.....	48
b) L'échec lamentable de Collecte sélective Québec	48
2.1.2. La nouvelle société : à quoi faut-il s'attendre ?	50
a) La nouvelle société telle que définie dans le document de consultation	50
b) La nouvelle société telle que définie lors de la première partie des audiences.....	50
2.1.3. Pour une société publique, régionale et responsable.....	51
a) La société de gestion des matières résiduelles : élimination et gestion	51
b) Une société responsable: l'exemple de la Californie	52
c) Une structure régionalisée	53
2.2. RÉGIONALISATION, DÉMOCRATISATION ET OUTILS DE PLANIFICATION : DES ENJEUX INEXTRICABLEMENT LIÉS	55
2.2.1. État de la situation en matière de régionalisation, démocratisation et de planification.....	55
2.2.2. Vers une gestion intégrée, équitable et démocratique des matières résiduelles.....	57
a) Vers plus d'équité et de démocratie	57
b) Mesures transitoires favorisant la mise en oeuvre de la régionalisation et la protection de l'environnement	58
c) Nécessité d'une gestion entièrement publique des matières résiduelles.....	59
d) La planification	59
e) La population doit pouvoir participer entièrement à l'ensemble des processus.....	60
f) La révision publique et périodique des plans de gestion.....	60
2.3. RESPONSABILISATION	62
2.3.1. La responsabilisation des producteurs de biens de consommation	62
a) Le concept.....	62
b) La responsabilité des producteurs et des consommateurs	63
2.4. LES RECOMMANDATIONS	65
2.4.1. Une réforme de la taxation (éco-taxation).....	65
2.4.2. L'élargissement de la consigne à d'autres produits	66
2.4.3. Un système d'étiquetage pour les produits domestiques dangereux.....	67
CONCLUSION.....	71
BIBLIOGRAPHIE.....	73